



Une France d'Avance : les leviers de la reconquête

NOS PRIORITÉS POUR 2012

Par Un monde d'avance

Sommaire

- 3** Introduction de Henri Emmanuelli et Benoît Hamon
- 6** Dépasser le libre-échange
- 8** Une autre politique budgétaire et fiscale est possible : la nôtre
- 10** Pour une Europe des peuples, démocratique et de progrès
- 12** Redevenir le Parti du travail
- 14** Réhabiliter la puissance publique, reconquérir nos services publics
- 16** Garantir le droit à l'avenir des jeunes : de nouvelles protections contre le déclassement
- 18** Pour une refondation démocratique de la République
- 20** Plus de protection sociale pour lutter contre les inégalités
- 22** Retrouver la voix de la France

Introduction de Henri Emmanuelli et Benoît Hamon

À quelques mois de l'élection présidentielle, notre victoire, dans la bouche de nombre de commentateurs, semble évidente et naturelle.

Et pourtant... Cette situation favorable nous l'avons déjà connue.

En 2002, forts de notre bilan, sourds face aux propositions, y compris celles qui venaient des nôtres, ignorant le résultat en demi teinte des municipales de 2001 nous décidâmes de ne voir que ce que nous voulions montrer: les victoires flamboyantes dans les grandes villes dissimulait le nombre important de défaites dans les villes petites et moyennes. Cela traduisait partout un mouvement de fond au sein d'un électorat populaire s'éloignant de nous, déboussolé et dont l'ultime absence à nos côtés se fit cruellement ressentir un soir d'avril 2002, privant la gauche d'un second tour "gagné d'avance".

En quelques minutes, nous passâmes du statut de favori à celui de disqualifiés. Nous faisons face à un «accident», certains l'ont analysé comme tel, préférant se porter en victime d'une injustice plutôt qu'en véritable responsable politique osant le face à face avec nous mêmes. Et c'est en raison de cette injustice qu'il convenait de ne rien changer, ou si peu.

En 2006, peu auraient parié sur la victoire du Ministre de l'Intérieur. L'ensemble des socialistes sans exception, candidats à la primaire, auront été au moins une fois donnés gagnants dans les sondages de second tour dans les 18 mois qui précédaient l'élection présidentielle. D'ailleurs, assurés de leur victoire en cas de désignation, chacun d'eux repoussa les limites du cadre commun, tout fût permis ou du moins ils ne s'interdirent rien. D'aucuns s'évertuaient chaque jour à faire «sauter les tabous», d'autres ne cessaient de répéter à qui voulait l'entendre que le projet du Parti n'était qu'«un socle» et non «un cadre». In fine, le socle se transforma en paillason sur lequel les pieds des prétendants vinrent s'essuyer.

Divisés et sans cap, voulant parler à tout le monde (y compris au Modem d'ailleurs, qui un temps, devait nous fournir un 1er ministre), nous n'avons pas suffisamment rassemblé pour créer la dynamique, notre discours ne fournissant aucun point d'appui sérieux pour entamer une nouvelle marche du progrès: Et en 2007, nous perdîmes une fois de plus l'imperdable.

Se rappelant la formule de l'historien, il ne faut pas que «l'histoire bégaie». Tout reste à faire, et tout dépend de nous.

La droite est aux abois, au bord de la crise de nerfs, disloquée d'une part entre ce qui lui reste encore de républicain, d'héritage gaulliste et de l'autre, sa pente désormais naturelle dont le sarkozysme constitue l'inclinaison dominante et extrême. Les convulsions de la mutation qu'elle opère ne nous ont pas encore livré tous leurs enseignements. Mais une chose est sûre, la porosité qui rongea le cordon républicain et qui jusqu'à présent séparait la droite de l'extrême droite a laissé place à des vannes ouvertes. Le flux est en double sens, et rien n'empêche d'imaginer un scénario identique à celui de la droite berlusconienne.

La droite, est dirigée par un Président de la République dont l'impopularité et le rejet sont sans commune mesure avec tout ce que notre République a pu connaître par le passé. Jamais l'abaissement de la fonction présidentielle, la banalisation du Parlement et l'affaiblissement de tout contre pouvoir n'avaient atteint un tel seuil.

Les résistances, les sanctions infligées à la droite par le biais des scrutins locaux, les appels incessants

à l'alternative que constituent le mouvement social historique sur les retraites, les mobilisations quotidiennes pour les services publics, pour les salaires et de meilleures conditions de travail, l'aspiration à un autre modèle donne au fond de l'air la couleur de nos espérances.

En définitive, si tous les signaux d'une volonté d'alternance sont au vert, il est nécessaire d'en accélérer la construction et de tirer les enseignements du nouveau périmètre politique qui se dessine sous nos yeux. Et c'est à cela que justement le dernier résultat des cantonales nous incite, à la fois avec urgence et exigence.

Il serait reducteur de percevoir dans le résultat du dernier scrutin, la seule victoire de la gauche et la gifle infligée à la droite. Nous pouvons nous réjouir de la victoire de la gauche unie, mais le contexte politique et le message envoyé par les Français doivent nous interpeller avec force: percée historique du FN, et abstention record à quelques mois de l'élection présidentielle sont des éléments qui ignorés, sous estimés ou bien encore cyniquement effacés du champ de notre analyse au profit de calculs internes, pourraient nous être fatals, comme elles l'ont été par le passé.

Dans l'immédiat pour nous, rassembler la gauche est un impératif. Cela ne se fera pas par décret et nous oblige dès maintenant à investir les combats communs, un programme partagé ainsi que les principes de fonctionnement et d'animation d'une gauche populaire rassemblée.

Il importe ensuite de rappeler les primaires ont surtout un sens si elles permettent d'organiser notre propre dépassement. C'est un prérequis si nous voulons en réduire les effets néfastes.

Pour emporter 2012, entendre 2011, le résultat des cantonales est plus encore...

Après le résultat des européennes, nous avons considéré et livré pour seule conclusion que les citoyens nous faisaient payer les errements collectifs du congrès de Reims étalés sur la place publique quelques mois plus tôt. Point d'analyse politique sur notre discours et encore moins de remise en cause de nos orientations qui nous amènent à chaque élection européenne à demander la même «Europe sociale» que les français n'attendent plus, la même «Europe démocratique» à laquelle nos concitoyens ne croient plus.

Une fois le mouvement social sur les retraites passé, nous avons donné le sentiment de retourner à nos occupations. Nous avons laissé dans le flou la population, qui se demande encore si nous reviendrons sur les mesures Fillon. N'y avait-il pas là l'occasion d'un front commun de la gauche politique tant pour accompagner le mouvement que pour lui offrir un débouché? La seule perspective qu'eut à offrir la gauche fut une photo des leaders avant une des dernières manifestations, bien en deçà du rendez-vous historique qu'auraient dû provoquer ces mois de contestation...

Malgré un PS reconstruit et qui «travaille», les citoyens n'hésitent plus à nous faire payer nos manquements.

Les dernières cantonales viennent en quelque sorte confirmer un diagnostic: les citoyens ne veulent plus de la droite, mais pour autant ils n'octroient pas (encore) à la gauche, les qualités d'une dynamique populaire, majoritaire et d'alternative qui propose un avenir meilleur qu'il soit individuel ou collectif.

Il se passe quelque chose entre nous et ceux que nous sommes censés représenter qui tient de la distance et de la méfiance pour ne pas dire quelques fois de la défiance: «Que fera la gauche, si elle l'emporte sur la question des délocalisations? Nos usines continueront-elles à fermer? La gauche assumera-t-elle la part de radicalité nécessaire à toute réorientation, consubstantielle de toute refondation? Et en Europe, assumera-t-elle le débat, l'opposition et si nécessaire la crise alors qu'en 2012, un grande majorité des membres de l'UE resteront dirigés par des gouvernements de droite? Au final que fera la gauche de notre vote? «Que fera-t-elle de mon vote»? L'utilisera-t-elle seulement pour conquérir le pouvoir? Ou bien saura-t-elle en faire l'argument, la justification de sa légitimité à agir par la force du suffrage universel?

Or le point de rencontre entre l'aspiration au progrès social et la crédibilité de la gauche pour le garantir se situe précisément là où la démocratie s'est évaporée. Quelque part entre l'État Nation qui ne pourrait «plus grand chose seul» et des institutions communautaires, financières, monétaires et commerciales qui «décident de tout» mais sans légitimité démocratique.

Les français veulent se réapproprier ce qui leur appartient, et avant toute chose la démocratie. En un mot la gauche ne gagnera en 2012 que si elle s'engage à redonner le pouvoir au peuple.

Les français veulent se réapproprier ce qui leur appartient: les gains de productivité spoliés au profit des gels et des baisses de salaire, leur service public privatisé, leur énergie bradé sur l'autel de la concurrence, leur principes assis sur un minimum de respect de normes sociales élémentaires que le libre-échange total ignore, leur industrie dont la soit disant «économie de la connaissance» fait fi, leur niveau d'éducation et leur fonction publique que la bureaucratie et antidémocratique RGPP ne cesse de vouloir briser...

C'est avec cette préoccupation première que les camarades d'UMA ont investi le champ d'élaboration du projet socialiste...

Depuis le congrès de Reims nous nous sommes engagés dans un cycle politique, fidèles à notre cohérence et loyaux vis-à-vis d'une direction à laquelle nous participons. Ce cycle était celui de la reconstruction d'un outil, le PS.

La période qui s'ouvre est celle qui pose la question de l'utilité de cet outil.

La réponse se trouve pour nous dans les convictions forgées dans le creuset de nos combats communs, et la capacité que nous avons à donner au parti les moyens de les mettre en action.

Dépasser le libre-échange

Un divorce dangereux s'est installé entre les peuples et l'Europe. Il est la conséquence de l'incapacité de l'Europe à tenir les promesses qui avaient présidé à sa création et à ses élargissements successifs. D'une mise en commun des volontés nationales des Etats qui la composent, d'un transfert de moyens et d'éléments raisonnés de souveraineté pour construire un ensemble doté d'une économie forte, d'un modèle social développé permettant l'édification d'une puissance politique nouvelle capable de promouvoir une vision du monde fondée sur la coopération entre les peuples et les grands ensembles régionaux mondiaux, nous sommes progressivement passés à un «machin» tendant de plus en plus à se réduire à une simple zone de libre-échange généralisée, totalement ouverte et désarmée face à la concurrence des pays aux faibles coûts salariaux et organisant progressivement l'affaiblissement, quand ce n'est pas la disparition pure et simple des services publics et des systèmes de protection sociale, au nom du dogme de la «concurrence libre et non faussée».

Ce dévoiement du projet européen résulte de la mainmise idéologique des libéraux libre-échangistes depuis le milieu des années 80. Les socialistes et les sociaux-démocrates européens n'ont pas été en mesure, jusqu'à présent, d'impulser une nouvelle orientation en Europe. Cette faiblesse de la sociale-démocratie européenne provient de l'illusion de la nécessité de maintenir la méthode du compromis dans la construction européenne. La méthode du compromis à froid qui avait présidé à la construction de l'Europe dans les années 60 et 70 ne fonctionnait que parce la droite et la gauche étaient en accord sur l'essentiel. Aujourd'hui, nos visions de l'Europe divergent, le temps de la construction d'un rapport de force est revenu. Cette faiblesse de la sociale démocratie découle aussi d'une analyse erronée de la mondialisation. La sociale-démocratie confond l'aspiration légitime et positive de l'ensemble des peuples de la planète à construire les bases de leur développement économique, de leur épanouissement social, de leur souveraineté nationale, avec l'immense mouvement en cours de recomposition de la domination du capitalisme à travers la globalisation et la dérégulation des marchés financiers et l'hypothétique construction d'un marché mondial unifié mettant en concurrence l'ensemble des peuples, leurs systèmes sociaux et fiscaux dans le seul but de garantir une rentabilité de plus en plus grande pour le capital.

Aujourd'hui, l'Europe est victime de la soumission aveugle de ses institutions et d'une partie croissante de ses élites au dogme du libre-échange généralisé, relayé par les deux principales institutions économiques internationales que sont l'OMC et le FMI. Ceci s'est traduit par une désindustrialisation progressive de la plupart des économies européennes, à l'exception de celle de l'Allemagne, au nom de la croyance erronée dans le basculement vers une économie de services à forte valeur ajoutée. Et encore, le modèle industriel allemand, principalement tourné vers les exportations, n'est pas soutenable à long terme tant il fait l'impasse sur la nécessaire réorganisation industrielle de l'ensemble de l'économie européenne. Cette désindustrialisation se combine à un sous investissement global dans la recherche et dans les nouvelles industries telles que les TIC, les biotechnologies et les technologies vertes, ce qui menace l'Europe d'accumuler un retard comparatif dans la nouvelle révolution industrielle qui est en marche. En privilégiant, dans la gestion de l'Euro, la seule lutte contre l'inflation, la Banque Centrale Européenne accentue la stagnation de l'économie européenne enlisée dans une croissance faible, voire inexistante, qui produit un chômage de masse insupportable socialement.

6

Le temps est venu d'inverser la logique actuellement en cours. Sans tomber dans l'illusion protectionniste, l'Europe doit sortir de l'angélisme et se doter des outils nécessaires à la protection de son industrie et de ses d'emplois.

Afin de lutter contre les délocalisations hors de la zone Europe et d'obliger les entreprises qui veulent

vendre en Europe à produire en Europe, nous proposons de réactiver le Tarif Extérieur Commun dans le cadre des filières et des productions industrielles menacées, le temps de parvenir à un rééquilibrage nécessaire dans la concurrence avec les autres zones mondiales. Au-delà, nous proposons d'établir un lien obligatoire entre production sur le marché européen et vente sur le marché européen à partir d'un certain seuil de pénétration sur le marché. Ainsi, certaines multinationales ne pourraient plus écouler une partie très importante de leur production sur le marché européen, qui demeure très attractif en raison du fort pouvoir d'achat de ses consommateurs, alors que la totalité de leur production est réalisée hors d'Europe. Le premier objectif de la politique industrielle et commerciale européenne doit devenir la relocalisation d'une partie importante de la production.

Afin de lutter contre les délocalisations dans l'espace européen qui ne sont réalisées que dans le seul but de tirer partie des opportunités résultant de la mise en concurrence des systèmes sociaux et fiscaux nationaux, nous proposons d'organiser une planification européenne de la production industrielle. Cette planification résulterait d'une stratégie coopérative nouvelle initiée entre la Commission Européenne et les différents Etats membres sur le modèle de celle qui présida à l'émergence d'Airbus. Cette nouvelle stratégie coopérative permettra de faire émerger des champions industriels européens et d'organiser de manière rationnelle des filières industrielles européennes complètes intégrant aussi la question de l'ensemble de la chaîne de production jusqu'à la sous-traitance. Cette stratégie reposera la question du lien intime et indispensable entre développement de l'industrie, aménagement du territoire et modernisation des infrastructures sur l'ensemble du territoire européen. Cela se fera si besoin au moyen de la création d'une agence européenne d'industrialisation dotée de pouvoirs et de moyens pour coordonner cette politique. Cette politique sera conduite dans l'objectif de revenir le plus rapidement possible vers le plein emploi européen sans lequel il ne saurait y avoir sur le long terme de pérennisation et de développement de notre modèle social par-delà la nécessaire répartition des richesses par un rééquilibrage des revenus en faveur du travail au détriment du capital.

Nous refusons de nous résigner au délitement de l'idéal européen et nous ne considérons pas la montée de l'extrême droite en Europe comme une fatalité.

Propositions

● A court terme: engager la France et l'Europe dans une politique de sauvegarde de l'emploi active

- - Protéger les secteurs stratégiques à l'aide des législations existantes
- - Assouplir les réglementations européennes concernant les aides d'Etat et la concurrence
- - Mettre en place des filières industrielles publiques
- - Se réappropriier la politique de change de l'euro
- - Mettre en place une fiscalité écologique pour favoriser les circuits courts
- - Vers une taxation sociale des produits importés

● A moyen terme : instaurer une régulation du commerce mondial

- - Promouvoir les « zones régionales intégrées » plutôt que la dérégulation internationale des échanges
- - Restaurer le lien entre emploi et accès au marché, réactivation du tarif extérieur commun.
- - Instaurer des normes sociales et environnementales contraignantes au niveau européen et mondial
- - Développer une nouvelle PAC
- - Inventer un nouveau système monétaire international

Une autre politique budgétaire et fiscale est possible, la nôtre

La politique budgétaire est un instrument essentiel pour financer et organiser une croissance soutenable, nécessaire pour sortir de la crise, lutter contre le chômage de masse et parvenir à un plein-emploi respectueux du renouvellement des ressources naturelles. La montée de l'endettement public est malheureusement brandie par la droite comme le symbole de l'inefficacité de la dépense publique, accusée de creuser les déficits sans produire d'effet sur la croissance. Les marges de manœuvre seraient devenues extrêmement limitées, si ce n'est inexistantes. Selon eux, seules les réformes structurelles de l'Etat (réduire les dépenses pour réduire les impôts) et du marché du travail (flexibilité des salaires et de l'emploi) permettraient de relancer l'économie. Cette politique néo-libérale, imposée dans toute l'Union Européenne sous le contrôle de la Commission et du Conseil, symbolisée par le pacte de compétitivité Merkel-Sarkozy, aggrave déjà le chômage et les inégalités sans parvenir à réduire les déficits.

En France et dans de nombreux pays européens, les déficits et l'endettement s'expliquent avant tout par la baisse des recettes fiscales, la part des dépenses publiques dans le PIB restant stable. Les socialistes doivent entreprendre la révolution fiscale nécessaire pour corriger les inégalités et mobiliser les ressources nécessaires pour financer leurs priorités. Alors que le poids des impôts indirects, les plus injustes, est actuellement prédominant, cette réforme doit faire de l'impôt sur le revenu progressif et assis sur une base large le pivot de notre système (en fusionnant la CSG et l'IR et en redéfinissant barème et niches). Il doit être complété par un impôt sur le patrimoine également progressif et reposant sur une assiette plus étendue que l'ISF, que la droite veut supprimer. Cette réforme accroîtra de 35 milliards le rendement de l'impôt. Ces nouvelles ressources devront être complétées par la mobilisation de l'épargne par l'emprunt afin de mettre sur pied un deuxième plan de relance, nécessaire pour sortir notre pays de la crise.

La création monétaire a été entièrement confiée aux banques privées. Pourtant la monnaie est un bien collectif par essence et il n'est pas normal que les bénéfices de la création de ce bien soient confisqués par les propriétaires de ces banques. De plus, la crise financière a démontré que le privé ne savait pas mieux gérer la création monétaire que les Etats. Avec des millions d'actifs inemployés et des besoins identifiés, comme les services aux personnes dépendantes, les Etats doivent avoir la capacité de financer une partie de leurs services par création monétaire.

Propositions

- **Une réorientation européenne :**

- Les investissements publics d'avenir (services publics, recherche, infrastructures, politique industrielle) doivent être retirés des critères du pacte de stabilité. Face aux attaques spéculatives, la création d'Eurobonds doit permettre de financer les dettes souveraines à bas taux. La BCE doit être autorisée à racheter les dettes souveraines en cas de tension sur les taux, comme aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. L'harmonisation fiscale et sociale doit être portée par les socialistes durant la campagne présidentielle comme la condition sine qua non de notre participation au prolongement de l'UE.

- **La révolution fiscale**
-
- Créer un grand impôt progressif sur le revenu, assis sur une assiette large, en fusionnant l'actuel IRPP et la CSG et en abandonnant les niches fiscales, complété par un impôt sur le patrimoine mettant à contribution l'ensemble des revenus.
- Révision du barème de l'impôt sur le revenu : augmentation des tranches et augmentation du taux marginal
- Supprimer le bouclier fiscal et réorienter le paquet fiscal vers des dépenses d'avenir: innovation, recherche, santé, éducation et développement durable
-
- **Réductions des impôts indirects injustes type TVA**
-
- **Réhabilitation d'une véritable fiscalité de l'héritage** (abattement pour la résidence principale et les petits patrimoines)
-
- **Abolir les moyens d'optimisation fiscale** (pénalisation du recours au paradis fiscaux) pour les grandes entreprises (crédit impôt recherche, exonération sur les plus values, ...), **instaurer une fiscalité sur les entreprises favorable à l'investissement et défavorable au versement de dividendes.**
-
- **Réformer la fiscalité locale** et mettre en place une véritable péréquation fiscale entre collectivités territoriales
-

Pour une Europe des peuples, démocratique et de progrès

L'Union Européenne, encore convalescente d'une crise institutionnelle mal digérée, subit de plein fouet les crises financière, économique et sociale. La droite, majoritaire au Conseil, au Parlement et à la Commission, loin de déployer les mesures nécessaires à sortir l'Union de l'ornière, utilise ces crises pour développer un programme ultra-libéral d'austérité et de casse sociale, qui a pour seul effet d'alimenter l'euro-scepticisme et les populismes nationaux.

Cette politique européenne n'est pas une fatalité. Comme partisans d'une Europe fédérale, nous sommes convaincus que les politiques de l'Union ne sont pas condamnées à se faire contre les peuples au seul profit des marchés et des entreprises.

Cette alternative à gauche ne doit pas se construire en France seulement, ni dans le carcan étroit d'un couple franco-allemand nécessaire mais insuffisant, mais avec l'ensemble des forces progressistes européennes, y compris dans les pays d'Europe centrale que l'on qualifie encore souvent de «nouveaux Etats Membres», plus de dix ans après leur entrée dans l'Union.

Une telle démarche passe par l'abandon du «tout inter-gouvernemental», à l'honneur depuis la signature du Traité de Lisbonne, qui résume l'Union à l'addition d'intérêts nationaux étroits, au détriment des Etats les plus fragiles économiquement et d'un projet commun capable d'emporter l'adhésion des citoyens. Au contraire, nous voulons refaire de la méthode communautaire le mode de gouvernance de l'Union, en y renforçant encore le poids du Parlement en lui donnant le droit d'initiative législative. L'Europe sociale ne pourra se construire qu'en approfondissant l'Union politique, par le biais de coopérations renforcées si nécessaire.

Une Union plus étroite doit également disposer d'un budget plus conséquent et plus efficace. Nous voulons des ressources propres plus étendues, que ce soit par le biais d'une capacité d'emprunt de l'Union, de taxes nouvelles – sur les transactions financières, sur le CO2 – ou de la mise en place d'outils capables d'assurer une meilleure perception des recettes pour les Etats membres (et donc une capacité contributive plus grande au budget de l'Union).

Afin de réaliser la convergence sociale que nous appelons de nos vœux, nous voulons voir les politiques de l'Union, en particulier les politiques de cohésion, réorientées de telle sorte qu'elles permettent enfin le rattrapage économique des pays d'Europe Centrale et Orientale et mettent ainsi un terme à la concurrence effrénée entre les Etats Membres.

Cette convergence économique est pour nous un premier pas en direction d'une harmonisation sociale par le haut, tout comme le serait l'instauration d'un salaire minimum européen, fixé pays par pays.

Nous voulons également la mise en place d'une véritable politique industrielle intégrée au niveau européen, permettant de concentrer les moyens nécessaires à une recherche appliquée capable de rendre à l'industrie européenne sa compétitivité sans en passer par des politiques faisant porter l'effort par les travailleurs, que ce soit en s'attaquant aux salaires ou à la durée légale du temps de travail.

Nous voulons également voir l'Europe affirmer son modèle social en protégeant les services publics par une directive cadre, mais également en mettant en place de grands services publics européens, par exemple dans les domaines de l'énergie ou des transports.

Propositions

- **Une Banque Centrale Européenne placée sous le contrôle des institutions démocratiques**, à l'image de la Fed américaine, dotée d'un mandat renouvelé axé sur la création d'emploi autant que sur l'inflation, adossée à une véritable Agence du Trésor Européen, chargée d'émettre et de gérer la capacité d'emprunt de l'Union.
- **Un véritable budget fédéral**, alimenté notamment par une taxation sur les transactions financières, à la hauteur des ambitions de l'Union, axé sur les politiques de cohésion et le développement d'une véritable politique industrielle. Au sein de ce budget, la Politique Agricole Commune serait, à budget constant, révisée de manière à favoriser les circuits courts et une agriculture de qualité, plutôt que de poursuivre la logique d'agriculture industrielle qui y préside depuis sa création.
- **La mise en place d'un Code Social Européen**, impliquant la mise en place d'un salaire minimum pays par pays, un cadre légal protecteur pour les services publics, la révision de la directive «temps de travail» en vue d'un abaissement de la durée légale du travail en Europe, ainsi que de la directive «travailleurs détachés» afin de garantir l'application des conventions sociales du pays d'accueil et, à terme, l'harmonisation par le haut de ces conventions. Enfin, ce code prévoirait l'obligation de mener une étude d'impact sur l'emploi de toute nouvelle législation européenne.
- **Un véritable Code Fiscal Européen**, incluant les outils de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale intra et extra-européenne, tant pour les particuliers que pour les entreprises, la mise en place d'une assiette et d'un taux commun d'imposition pour les entreprises afin de mettre un terme à la concurrence fiscale, et renforçant les pouvoirs d'eurofisc en vue d'en faire, à terme, une véritable administration fiscale européenne, notamment chargée de percevoir le produit d'une taxe sur les transactions financières.
- **L'activation des instruments douaniers**, comme le tarif extérieur commun et les clauses de sauvegarde, permettant à l'Union de jouer son rôle dans une économie mondialisée sans sacrifier ses entreprises et ses emplois sur l'autel d'un libre-échange tout puissant (qu'elle serait la seule à appliquer).
- **Promouvoir les « zones régionales intégrées » plutôt que la dérégulation internationale des échanges**. Une taxation collective sur les échanges commerciaux devra permettre d'équilibrer les budgets nationaux. Il ne doit pas y avoir des gagnants exportateurs et des perdants importateurs vu que les importateurs permettent l'accès à leur marché, ressource éminemment importante dans une économie de marché.

Redevenir le Parti du travail

Aujourd'hui, le travail va mal et les salariés vont mal. C'est d'abord l'emploi qui va mal: Les premiers mots du travail, sont chômage, précarité et inégalité. A travers le travail, ce qui va mal, c'est aussi la reconnaissance, le collectif, l'espace public, c'est-à-dire l'utilité sociale de l'emploi. Depuis une dizaine d'années, après la conquête des 35 heures, la gauche, et donc le Parti socialiste, a perdu la bataille politique autour du travail et a déserté ce champ culturel. Une véritable conception de gauche du travail doit d'abord reconnaître aux rapports sociaux leur caractère conflictuel et viser à modifier l'équilibre des forces en présence en faveur des salariés.

Dans la mondialisation concurrentielle, sous pression d'exigences de rentabilité déconnectées de la réalité, dans un univers professionnel profondément redéfini par l'explosion des technologies de l'information et de la communication, bref dans un environnement où tout va toujours plus vite, les capitaux, les informations, les licenciements, nous avons de nouvelles protections à conquérir, une nouvelle reconnaissance salariale à développer et une réflexion sur l'emploi à refonder.

Nous devons faire du travail un espace de progrès, de conquêtes sociales et d'émancipation individuelle. Avec de la volonté, des choix clairs et de l'imagination, nous pouvons renouer avec l'objectif de plein-emploi et travailler autrement et mieux.

Reconquête du travail et reconquête des classes populaires vont de paire; la gauche ne doit pas rater ce rendez-vous avec la question sociale. La mobilisation contre la réforme des retraites a montré tout à la fois le refus de l'injustice et la capacité de résistance des salariés. Remettre le travail au centre des combats de la gauche, c'est donner un débouché à ce mouvement. Nous structurons nos propositions pour l'emploi et le travail autour de 2 piliers : protéger les salariés et reconnaître le travail.

Propositions

- **L'objectif d'arriver au plein-emploi en 5 ans doit être affirmé et revendiqué.**
-
- **Augmenter les salaires**
- - Impulser une négociation salariale nationale annuelle où sera fixée une norme de progression des salaires en fonction des gains de productivité. En cas d'échec de cette Conférence, le Gouvernement légifèrera.
- - Augmentation du SMIC
- - Appliquer à toutes les branches le principe de minimas conventionnels au moins égaux au SMIC
- - Ecart des salaires compris entre 1 à 20 fois le SMIC
- - Augmenter les salaires de la Fonction publique (et rattrapage du pouvoir d'achat perdu), qui emploie un salarié sur 5 en France.
-
- **Réussir en 1 an l'égalité professionnelle femmes - hommes**
- - Augmenter les salaires, corriger les écarts par un rattrapage des salaires des femmes.
- - Sanctionner durement les entreprises qui n'assurent pas l'égalité salariale et professionnelle

- Intégrer dans les conventions collectives un dispositif d'évolution des carrières des femmes
- Limiter le recours au temps partiel et aux contrats précaires, reconnaître la pénibilité cachée des métiers féminins

Partager le travail, travailler moins, mieux, tous.

- Réhabiliter et défendre les 35 heures hebdomadaires
- Encadrer les heures supplémentaires (majoration de 50% pour les 4 premières heures et de 100 % pour les suivantes et suppression de leur défiscalisation),
- Surcoût dissuasif du travail précaire et du temps partiel
- Assurer 2 jours consécutifs de repos hebdomadaires dont le dimanche.
- Refaire du CDI la norme, en modulant les cotisations patronales en fonction du pourcentage d'emplois précaires dans l'entreprise.

Favoriser la démocratie sociale : porter les Loi Auroux du XXI^e siècle

- Engager immédiatement une négociation sociale sur l'amélioration de la qualité et des conditions de travail.
- Sanctionner le harcèlement institutionnel et collectif généré par des méthodes de management.
- Assurer une totale réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.
- Garantir l'accès de toutes les entreprises, y compris PME et TPE, aux organisations syndicales.
- Etendre les prérogatives des représentants du personnel.
- Rendre possible la «class action» en matière de droit du travail.
- Impulser une politique pénale nouvelle en matière de respect du droit du travail et de protection des salariés.
- Renforcer les moyens de l'inspection du travail, reconstruire une médecine du travail indépendante et modernisée.
- Encadrer le recours à la sous-traitance: rendre pénalement, civilement et économiquement responsable le donneur d'ordres.
- Supprimer le statut d'auto-entrepreneur.

Réglementer les licenciements

- Les licenciements ayant pour objectif d'augmenter la rentabilité de capital doivent être interdits ou fortement dissuasifs.
- Instaurer une fiscalité sur les entreprises favorables à l'investissement et défavorable au versement de dividende.
- Donner aux CE la possibilité de saisir le juge pour obtenir la suspension des procédures de licenciements économiques.
- Créer le droit de préemption social permettant aux salariés-repreneurs de se situer en acquéreurs prioritaires dans le cas d'entreprises qui cessent leur activité sur site alors qu'elles sont bénéficiaires.

Développer une stratégie industrielle, une politique d'investissement public, de formation, de recherche et de soutien aux PME

- Développer la création de filières industrielles à haute valeur ajoutée et développer une production de spécialités.
- Axer les investissements publics sur l'anticipation des besoins de demain.
- 50 % des marchés publics pour les PME.
- Aides aux entreprises qui relocalisent leur production

Réhabiliter la puissance publique, reconquérir nos services publics

Les bouleversements dans la vie de nos concitoyens -inégalités accrues, responsabilité à l'égard de l'environnement, allongement de l'espérance de vie, nouveaux modèles sociaux- comme les chocs plus récents auxquels notre pays doit faire face avec notamment, la crise, appellent une intervention publique d'ampleur.

Alors que les réformes successives conduites par la droite au pouvoir depuis 2002 ont conduit à un véritable démantèlement de la puissance publique (éducation et hôpital attaqués, services de l'État démembrés, privatisations systématiques, augmentation des tarifs...), nous devons conduire un important effort collectif au service de l'intérêt général. Une « offensive de civilisation » qui permette, dans la continuité de l'engagement socialiste, la transformation de la société et l'amélioration de la vie des Français.

Bras armé de la puissance publique, les services publics constituent un levier majeur du progrès social, de l'efficacité économique et de la démocratie. Au service de l'intérêt général, attachés aux valeurs de justice et d'égalité pour les Français, ils contribuent à promouvoir la société juste et cohérente à laquelle nous aspirons.

Propositions

- **Un plan de rattrapage quinquennal :**

- Personnel, qualité, couverture du territoire seront au cœur de ce plan, articulé sur les territoires par les schémas régionaux de continuité et de présence des services publics (un paquet minimum de service public par territoire doit être défini, négocié et garanti). 10 ans de destruction ne pourront pas être réparés en quelques mois, aussi fixer la perspective d'un quinquennat afin de répondre aux aspirations et aux besoins est notre objectif. Ce plan comportera un rattrapage massif des effectifs de l'emploi public (en priorité l'éducation et la santé), la redéfinition démocratique, solidaire, juste et efficace de la couverture des services publics (hôpitaux, postes, police...), la mise à niveau des compétences au sein de la fonction publique, la remise en cause radicale de la RGPP, et l'émergence d'une véritable démocratisation des services publics par les citoyens eux-mêmes.

- **Un bras armé financier :**

- La création d'un Pôle financier public doit permettre d'offrir l'appui financier indispensable à ce réinvestissement du champ économique par la puissance publique. Ce pôle, concentrant et mettant en cohérence l'ensemble des dispositifs et moyens épars aujourd'hui en vigueur (Banque de France, CDC, Oséo...), dégageant de nouveaux moyens, offrirait les leviers de crédit indispensables dans le cadre de politiques de grands travaux ou de plans d'investissements de long terme. Ce réseau fonctionnel serait sous la responsabilité d'un conseil de surveillance composé d'élus locaux et nationaux, de représentants des organisations syndicales de salariés et patronales et d'acteurs de la société civile.

- Ce fonds d'investissement public aurait pour cible prioritaire les collectivités locales, en leur

- offrant le support nécessaire à l'investissement. Il permettrait également de nouvelles prises de participation de l'Etat dans le secteur bancaire notamment. Devant les dérives constatées de ce dernier, nous devons également envisager de lui confier la garantie de l'accès des Français aux services financiers essentiels : octroi de prêts bonifiés aux entreprises sur la base de critères d'efficacité économique, sociaux et environnementaux, garantie des droits aux services bancaires de base...
- **Une ambition européenne** : renégociation des directives de libéralisation, re-nationalisation et refonte du secteur public de l'énergie et plus largement des services publics de réseau (énergie, télécom, poste...), exclure des critères du Pacte de stabilité l'investissement dans les services publics.
- **Agence publique du conseil et de l'expertise**
- **Redéfinition générale des contrats de concession par la loi dans le domaine de l'eau, des télécoms.** Mobiliser les collectivités locales de gauche pour remettre l'eau en gestion municipale ou départementale directe.
- **Maintenir les tarifs réglementés dans certains secteurs clé (énergie...) et en inventer de nouveaux,** notamment dans le domaine de la téléphonie mobile et de l'accès au numérique.
- **Etendre le champ du service public,** car les ressources comme l'air, l'eau et les espaces naturels, ne doivent pas être jetées en pâture au marché.
- **Refonder notre politique du logement** (production, financement, programmation) par la mise en place d'un véritable service public du logement, se fixant pour objectif le dépassement de la crise du logement (renversement de la part de financement de l'aide à la pierre et de l'aide à la personne), encadrer les loyers pour stopper l'augmentation injustifiée entre deux baux.

Garantir le droit à l'avenir des jeunes : de nouvelles protections contre le déclassement

Les jeunes sont les premières victimes de la crise et subissent de plein fouet les conséquences du libéralisme. Le taux de chômage des 15-24 ans a augmenté deux fois plus vite que le chômage global. C'est la génération «parcours du combattant» pour trouver un logement décent ou un emploi stable et à la hauteur de ses qualifications. Une génération qui subit de plein fouet l'échec d'une politique qui se revendiquait du pouvoir d'achat mais qui n'a fait qu'augmenter les inégalités.

La crise n'est qu'un catalyseur qui a accéléré les effets du déclassement d'une génération toute entière, à qui les politiques libérales des dix dernières années n'avaient déjà ménagé qu'une seule certitude: celle d'être la première génération qui vivra moins bien que ses parents.

La situation des jeunes n'est pas le fruit du hasard, mais le fruit d'une politique de stigmatisation et d'exclusion des jeunes, à laquelle il est urgent de mettre fin. Comment expliquer que les jeunes soient exclus des dispositifs sociaux sous prétexte qu'ils ont moins de 25 ans? Les étudiants salariés cotisent aux ASSEDIC, mais ne bénéficient pas du droit au chômage, 300000 jeunes au chômage ne bénéficient d'aucune aide et le RSA jeunes ne concerne que 5 024 jeunes. Face à la pression du chômage, les jeunes sont contraints d'accepter le premier emploi proposé et leur sont ainsi souvent réservés les emplois les plus précaires. Seuls 30% des jeunes diplômés ont accès à un CDI.

Exclus des dispositifs sociaux, les jeunes sont pourtant pénalement responsables dès l'âge de 14 ans. Des révoltes des banlieues à la réforme des retraites, en passant par la mobilisation contre le CPE, les jeunes ont encore récemment exprimé une volonté puissante de changer les règles du jeu. Cette réalité doit être entendue par la Gauche.

Citoyens à part entière, ils veulent une place dans la société : un emploi stable, l'accès à la santé, au logement, au transport...

L'avenir de toute une société se joue dans sa capacité à donner une place aux jeunes. Donner aux jeunes les outils de leur émancipation et de leur réussite personnelle et professionnelle, c'est ouvrir les perspectives du progrès pour toute la société.

Propositions

16

- **Une allocation d'autonomie universelle et individualisée** en fonction des revenus du jeune.
- **Fusionner les grandes écoles et les universités** pour mutualiser les moyens.
- **Viser un doublement du budget de l'enseignement supérieur en 5 ans.**
- **Créer 400 000 emplois jeunes** pour offrir une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans à

- des dizaines de milliers de jeunes. Ce serait 200 000 emplois «vert d'avenir» pour répondre aux
- impératifs écologiques ainsi que 200 000 emplois dans les nouveaux secteurs associatifs et de l'économie non marchande.
- **Un vaste plan de construction et de rénovation des citées universitaires ainsi que la construction de logements destinés aux jeunes dans les logements sociaux** (studio, permettre les collocations...)
- **Créer une Aide au Départ en Vacances (ADV)**, d'un montant minimum de 200 euros, versée sous
- condition de ressources et directement affectée aux séjours organisés par les centres de vacances agréés.

Pour une refondation démocratique de la République

Hyperprésidence, atteintes à la séparation des pouvoirs, étouffement de tous les contre-pouvoirs, mépris de l'opposition... La liste est longue des coups portés à la démocratie par Nicolas Sarkozy.

Mais au-delà de la personnalité de l'actuel Président de la République et de sa pratique très contestable du pouvoir, la crise démocratique que vit notre pays est bien plus profonde. Si elle a de multiples ressorts, les institutions de la Vème République portent une part de responsabilité significative. L'élection du chef de l'Etat au suffrage universel direct à partir de 1965, puis l'inversion du calendrier électoral en 2000 ont achevé d'assurer la confiscation de la réalité du pouvoir politique entre les mains du Président. Malgré les déclarations de bonnes intentions, le Parlement reste méprisé et entravé. Les formes d'intervention citoyenne sont réduites au strict minimum et même l'expression du suffrage universel est parfois bafouée. La révision constitutionnelle de 2008 n'a, de ce point de vue, apporté aucun changement décisif.

Ne nous y trompons pas: un simple toilettage institutionnel à la marge ne résoudra rien, ou pas grand-chose. C'est bien d'une refondation démocratique d'ampleur dont notre pays a besoin. Qu'on l'appelle nouvelle, 6ème ou 5ème bis, la République doit renouer avec sa devise: le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, afin de faire prévaloir l'intérêt général.

La question des institutions n'est pas une question technique, déconnectée des enjeux économiques et sociaux. Une démocratie étendue est en effet la condition de politiques publiques répondant aux besoins du plus grand nombre. Politiques au service des privilégiés et dérive oligarchique ont partie liée. L'implication populaire dans la construction du changement nécessaire dans tant de champs de l'action publique sera absolument indispensable pour la gauche au pouvoir demain. La profondeur de la crise démocratique appelle une refondation articulée autour d'institutions rééquilibrées, gage d'un régime parlementaire efficace, et de nouvelles formes d'intervention citoyenne.

Propositions

● Un régime parlementaire tournant le dos à la confiscation des pouvoirs et à la logique plébiscitaire

- Nos institutions forment un cas unique en Europe: le Président de la République, véritable chef de l'exécutif, dispose de pouvoirs extrêmement étendus tout en étant politiquement irresponsable.
- La notion même de régime parlementaire est bafouée: la responsabilité de l'exécutif devant la représentation nationale a de facto disparu. La focalisation de la vie politique sur l'élection présidentielle tend à accroître la personnalisation et la dépolitisation des débats, mortifères pour la gauche.
- Au lieu d'espérer un monarque éclairé, donnons-nous plutôt les moyens de supprimer la monarchie républicaine. S'il semble difficile de revenir sur son élection au suffrage universel direct, il doit redevenir un arbitre incarnant la continuité de l'Etat. L'essentiel des pouvoirs exécutifs doit être transféré au Premier ministre, comme dans la totalité des démocraties européennes. Le gouvernement, organe collégial, doit gouverner, et non les conseillers du prince.

Le Parlement doit redevenir le cœur des institutions républicaines. Les élections législatives, opposant des coalitions engagées sur un contrat de gouvernement, doivent précéder l'élection présidentielle, afin de devenir le temps fort de la désignation des pouvoirs publics. Plus représentatif grâce à l'introduction d'une dose significative de proportionnelle pour l'élection des députés, le Parlement doit cesser d'être entravé dans son action législative et de contrôle du gouvernement. Cela passe par l'assouplissement des outils du parlementarisme rationalisé (vote bloqué, article 40...) et la suppression du cumul d'un mandat parlementaire et d'un exécutif local.

- **transfert des pouvoirs du Président de la République au Premier ministre**
- **inversion du calendrier électoral: élections législatives précédant la présidentielle**
- **mandat unique des parlementaires**

Revivifier la démocratie à tous les étages

- Étendre la citoyenneté en accordant le droit de vote aux étrangers aux élections locales et en simplifiant les procédures de naturalisation pour l'accès à la nationalité française
- Appliquer à tous les échelons politiques la suppression du cumul des mandats et leur limitation dans le temps (trois mandats consécutifs maximum)
- Faire du scrutin de liste à la proportionnelle avec prime majoritaire, appliqué aux municipales et aux régionales, la règle pour tous les scrutins, avec respect d'une parité stricte hommes – femmes
- Instaurer la parité hommes / femmes dans tous les Exécutifs (locaux, intercommunaux, régionaux, gouvernemental)
- Inscrire un statut de l'élu dans la Constitution
- Assurer le pluralisme médiatique, en faisant voter une loi anti-concentration en France et une directive sur la liberté d'expression et d'information en Europe

Ouvrir le chantier démocratique dès 2012

Les urgences économiques et sociales que la gauche devra traiter à son arrivée au pouvoir ne doivent pas être un prétexte pour repousser aux calendes grecques les réformes démocratiques nécessaires. Un large débat démocratique est primordial pour refonder la République. Le peuple souverain devra ensuite se prononcer par référendum.

Plus de protection sociale pour lutter contre les inégalités

La droite n'a eu de cesse de raboter les protections sociales collectives issues du Conseil National de la Résistance et développées au cours des 30 glorieuses. A l'heure où la Chine et les Etats-Unis font le choix d'une protection sociale solidaire, la France ne peut pas s'engager dans la voie du renoncement. Si la gauche revient au pouvoir, c'est pour mettre en œuvre une politique exactement contraire à celle de la droite, en réparant ce qu'elle a défait et en assumant des ambitions nouvelles.

Les protections existantes doivent être renforcées. Ainsi, il faut mettre un terme à la spirale de déremboursement de l'assurance maladie et revenir sur les franchises médicales et hospitalières qui ne pénalisent que les plus pauvres. La prise en charge des soins dentaires et optiques doit être améliorée et la puissance publique doit se donner les moyens d'organiser une offre de soin de ville et hospitalier conforme aux besoins de la population. Cela passe par une rémunération des professionnels libéraux au forfait, et une révision des grilles de tarifications qui ne défavorise pas l'hôpital public au profit du privé.

Une nouvelle réforme des retraites doit revenir sur ce que la droite a détruit. Pour préparer cette réforme des négociations seront ouvertes avec les partenaires sociaux sur la base d'une restauration du droit à la retraite à 60 ans, d'un relèvement des retraites minimales au niveau du SMIC et d'un taux de remplacement de haut niveau. Dans ce cadre, les discussions pourront porter sur une réduction de la durée de cotisation, le mode de calcul des pensions (suppression de la décote, calcul du salaire de référence etc.), l'affectation de ressources supplémentaires au système.

De nouvelles protections doivent répondre aux évolutions de la société. La dépendance et les situations de handicap doivent être prises en charge, indépendamment de l'âge par la création d'un droit universel à la compensation de la perte d'autonomie, qui garantisse soin et accompagnement et prenne en compte la spécificité des situations individuelles.

Le service public de la petite enfance (places en crèche, formation du personnel en crèche et des assistants maternels, droit à la scolarisation dès deux ans) est un outil indispensable à l'accès à un emploi de qualité des femmes mais est également essentiel pour garantir aux enfants eux-mêmes les conditions d'une bonne scolarisation. Il s'agit d'un investissement social indispensable pour permettre l'égalité réelle.

La sécurisation des parcours professionnels ne sera effective que si elle s'appuie sur deux piliers: indemnisation suffisante du chômage et droit à la formation. Les conditions d'indemnisation du chômage doivent être assouplies pour couvrir toutes les personnes en recherche d'emploi (même en dessous de 25 ans). Les minima sociaux doivent être relevés fortement sur 5 ans pour réduire substantiellement l'intensité de la pauvreté et le nombre de foyers sous le seuil de pauvreté. Le droit à la formation continue doit être rendu effectif pour tous y compris en cas de rupture du contrat de travail.

20

La retraite, la santé, la dépendance, la formation, génèrent des dépenses qu'il faut de toute façon assumer et qui augmentent avec le progrès de la société. Pour nous, ces dépenses doivent être socialisées: la refonte des prélèvements obligatoires doit être mise au service de l'augmentation des recettes de protection sociale.

La fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu doit permettre d'élargir les prélèvements aux revenus du capital en assurant plus de progressivité. Le basculement des cotisations employeur vers une CSG

entreprise doit permettre de dégager des marges de manœuvre supplémentaires, en mettant à contribution, non plus la seule masse salariale, mais l'ensemble de la valeur ajoutée incluant les profits. Les prélèvements existants peuvent également générer des ressources nouvelles: élargissement de l'assiette des cotisations sociales salariés au bonus et stock option, suppression des exonérations de cotisation employeur inutiles. Concernant les retraites, un relèvement des cotisations sociales peut répondre aux besoins de financement de long terme, tandis que des taxes sur les profits financiers peuvent répondre au déficit des régimes né de la crise. Enfin un relèvement substantiel des droits de succession peut être mis à contribution pour financer les dépenses nouvelles liées à la dépendance.

Propositions

- **Une réforme des retraites qui restaure le droit de partir à la retraite à 60 ans, 65 ans à taux plein et** garantit un revenu décent et un haut taux de remplacement.
- **Mieux prendre en charge les dépenses de santé et réorganiser le système de soin, en instaurant notamment une rémunération des médecins au forfait.**
- **Les cotisations patronales doivent être assises sur la Valeur Ajoutée**
- **Augmenter les ressources de la sécurité sociale** par une refonte des prélèvements existants, la remise en cause des niches sociales, l'augmentation des cotisations et l'affectation de ressources nouvelles.
- **Garantir à tous les chômeurs un revenu décent et un droit à la formation et supprimer les critères d'âge** qui excluent les jeunes pour sécuriser les parcours.
- **Revaloriser fortement les minima sociaux pour réduire la pauvreté**
- **Couvrir de nouveaux besoins: les situations de handicap et de dépendance par un droit universel compensant la perte d'autonomie.**
- **Construction de 150 000 places en crèche**

Retrouver la voix de la France

Deux événements majeurs survenus ces toutes dernières années ont frappé les consciences et montrent l'urgence à définir un nouvel ordre international: la crise mondiale de 2008 et les mobilisations historiques actuelles au Maghreb et au Proche-Orient.

Ces événements rendent ce changement possible. En effet, ils remettent en question et en profondeur les équilibres mondiaux de ces 20 dernières années après la chute du mur de Berlin et l'avènement d'un capitalisme financier triomphant d'une part, et d'autre part après le 11 septembre 2001 qui a mis au centre des politiques internationales la lutte contre le terrorisme.

L'ébranlement de ces équilibres par des soulèvements de natures diverses est une juste remise en cause. Du Sénégal à la Grèce, il s'agit d'en finir avec les mesures drastiques imposées suite aux graves crises financières et leurs conséquences dans les pays (renflouement des banques et sauvetage du système en parallèle de plans de rigueur drastiques imposés aux populations, chômage, augmentation du coût de la vie, baisse des investissements, spéculation sur les matières premières, ...). De la Tunisie au Yémen, les peuples se soulèvent aussi pour renverser les dictateurs et les régimes prédateurs des richesses des pays, qui empêchent l'avènement de sociétés démocratiques et plus justes.

Face à ces mouvements, les errements des politiques internationales de ces 20 dernières années apparaissent d'autant plus évidents : les «guerres justes» des néo-conservateurs américains, fondées sur une lecture ethno-religieuse des conflits, sont disqualifiées par l'aspiration des peuples à la démocratie. En France, les conciliations bienveillantes avec les dictatures, au nom de la menace islamiste, couvraient en réalité une politique de gestion des intérêts économiques (parfois même personnels). Les collusions continues avec certains dirigeants autoritaires apparaissent désormais au grand jour et affaiblissent un peu plus la place de notre pays dans les affaires internationales.

Il faut analyser le monde avec une nouvelle grille de lecture où les démocraties occidentales, si elles continuent à peser indéniablement par leur force militaire, économique et politique au sein du conseil de sécurité de l'ONU, doivent compter avec l'affirmation d'autres pouvoirs (puissances économiques et de plus en plus politiques en Asie et des BRICS, et les éventuelles transitions démocratiques au Maghreb et Proche-Orient).

Alors que les soulèvements dans le monde arabe révèlent que la démocratie n'est pas réservée à une «sphère culturelle» limitée, la même logique peut et doit s'appliquer pour le développement et la croissance. Si les populations se soulèvent contre les régimes autoritaires, elles expriment aussi leur refus de payer les conséquences de la crise d'un système économique et social injuste et insoutenable. En effet, les soulèvements en cours sont le fait de sociétés marquées par le chômage, la précarité, et par de très fortes inégalités en leur sein.

Ces facteurs ont été renforcés par la crise mondiale en raison de la forte dépendance des économies en développement au système international, et de leur spécialisation excessive pour répondre aux besoins des économies développées, sans prendre en compte les besoins des populations locales. Ces pays ont choisi le dumping social pour attirer les délocalisations, plutôt que de miser sur l'autosuffisance alimentaire et le développement d'une industrie transformatrice qui assure un développement économique endogène.

Ainsi, il n'y aura pas de transition démocratique et de règlement des conflits sans développement économique et social durable pour tous les peuples.

En tenant compte de ces changements et des revendications des peuples, de nouvelles alliances sont possibles pour peser dans ce sens sur la scène internationale.

Propositions

● Pour redonner à la France les moyens de son indépendance

- - Adoption d'un calendrier de retrait des troupes françaises d'Afghanistan
- - Sortie progressive du commandement unifié de l'OTAN
- - Promouvoir une Politique Européenne de défense, avec un premier cercle de pays le cas échéant.

● Refonte des politiques de coopération

- - Augmenter l'aide publique au développement pour qu'elle franchisse le seuil de 1 % du PIB
- - Régularisation des sans papiers qui travaillent en France, qui relèvent du droit d'asile ou des familles d'enfants scolarisés
- - Libre circulation des forces vives dans le contour Méditerranéen (Etudiants, chercheurs, artistes, ...), dans le cadre d'un Plan méditerranée reposant sur l'investissement dans les domaines de l'énergie, l'environnement, l'agriculture et la libre circulation.
- - La souveraineté alimentaire et l'émergence de marchés endogènes doivent être la priorité de l'aide bilatérale française et doivent être relayés par la France au sein de la politique de coopération de l'UE.

● Une autre vision du monde porteuse de progrès et marquée par des actes forts

- - Reconnaissance de l'Etat de Palestine par la France
- - En finir avec la «Françafrique» et poser les bases d'un nouveau partenariat avec les pays concernés
- - Initier des relations privilégiées avec les pays progressistes latino-américains

● Refonte des politiques économiques et commerciales

- - Le juste échange, c'est garantir la primauté des normes sociales et environnementales sur les impératifs commerciaux et financiers
- - Favoriser l'émergence de zones économiques de progrès intégrées (ALBA, ...)